

Montreuil, le 15 Mai 2014

INTERVENTION GILBERT GARREL
15 MAI 2014 - MATIN

Chères et chers camarades,

C'est avec un immense plaisir que je salue, au nom de la Fédération, les conférencières et conférenciers de notre Union Fédérale des Retraités. C'est aussi un plaisir personnel d'être aujourd'hui parmi vous, pour la seconde fois, ici au Verdon, dans cette magnifique installation du CCE. Et dire que certains voudraient les sacrifier et priver les retraités d'avoir accès à ces sites pour distribuer des chèques en tout genre et servir le tourisme marchand.

Si je reviens une troisième fois dans cette conférence, ce sera dans un statut nouveau, celui d'adhérent de l'UFR, et pourquoi pas ?

Ce temps de la vie démocratique de notre organisation est important. Il est nécessaire de faire un bilan de notre activité syndicale en direction des retraité-e-s et surtout de tracer ensemble des perspectives et des orientations pour avancer sur nos ambitions revendicatives et de renforcement.

Chaque moment où nous faisons vivre et s'exprimer la démocratie dans nos structures syndicales se déroule dans un environnement particulier. Mais il faut reconnaître que celui-ci arrive dans une période économique, sociale et politique qui fera certainement date dans l'histoire de notre pays et de la SNCF, comme je l'exprimais lors de notre congrès fédéral.

A nos âges, nous en avons connu des périodes difficiles pour le mouvement social. Nous en avons vécu des attaques contre les droits des salariés. Sans remonter loin dans l'Histoire, il y a eu, dans ces quarante dernières années, quelques phases majeures où des dirigeants politiques à la tête de l'Etat se sont servis de prétextes économiques pour remettre en cause les acquis sociaux issus du Conseil National de la Résistance, comme les droits conquis par la CGT à l'issue du conflit de mai 68. Cela me permet de saluer un des illustres adhérents de notre UFR, Georges Séguy.

La crise pétrolière de 74 a été utilisée par Giscard et Barre.

Le tournant de la rigueur de 84 par Mitterrand et Mauroy ou les attaques contre la sécurité sociale de Chirac et Juppé en 95, les deux s'appuyant déjà sur le contenu des traités européens et le socle libéral de celui de Maastricht.

Souvenez-vous des propos de Kesler, alors numéro deux du MEDEF, lors de l'élection de Sarkozy en 2007, « il faut en finir avec la conception de la société française telle qu'elle fut élaborée par le CNR et il faut éradiquer les normes sociales archaïques de 68 ». Et les gouvernements Fillon ont échafaudé une politique économique et sociale pour répondre aux exigences du patronat durant tout le quinquennat en utilisant la crise financière, qui s'est traduite en crise économique pour en faire une crise sociale. Nous avons pour cela bien fait d'œuvrer à chasser Sarkozy et sa bande du gouvernement et de l'Assemblée Nationale.

Nous avons aujourd'hui un Président de la République qui fut élu par le peuple de gauche car il annonçait « mon ennemi, c'est la finance ». Les électeurs lui ont offert une majorité parlementaire dans les deux assemblées républicaines. Toutes les régions politiques sauf une sont de sa couleur politique. Il détenait la majorité des grandes villes. Les départements français sont majoritairement de son bord politique. Rarement un Président de la République et un Exécutif n'ont eu autant d'appui pour gouverner le pays.

Et pourtant, c'est sans état d'âme qu'ils tournent le dos à leurs engagements. C'est avec un certain cynisme que ce gouvernement de gauche met en place une politique libérale qui, si elle va au bout, serait certainement une des plus terribles de ces quarante dernières années.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les patrons en ont eu des cadeaux en grignotant sur les droits des salariés. Mais là, depuis deux ans, ils sont servis sur un plateau en or. Recul des droits sur les retraites, flexibilité du travail, précarisation des contrats de travail, mobilité imposée aux salariés, facilités de licenciement, complémentaires santé obligatoires pour servir le secteur assurantiel, gel des salaires et des pensions, Crédit d'Impôt. Et maintenant, ce sont les pactes rétrogrades avec des noms alléchants, « responsabilité », « solidarité », « stabilité ». Ce sont des dizaines de milliards cumulés en exonérations fiscales et de cotisations sociales qui sont

accordés au patronat sans aucun contrôle ni contreparties. Et Gattaz réclame 100 milliards au nom de la compétitivité, il aurait tort de se priver, il dicte les choix politiques à Hollande. Avec Ayrault et Valls, c'est la première fois que les trois branches de la Sécurité Sociale sont attaquées simultanément, réforme des retraites de 2013, 21 milliards de réduction sur la santé et les droits sociaux du pacte de stabilité, 35 milliards d'euros du pacte de responsabilité d'exonérations patronales sur la branche famille. Et cerise sur le gâteau, soi-disant pour redonner du pouvoir d'achat aux salariés situés en bas de l'échelle, il les exonère de cotisations sociales. Il leur prend d'une main ce qu'il fait semblant de leur donner de l'autre, et il entend faire de même pour les petites retraites dans un dispositif encore bien flou. Tous les prétextes sont bons pour remettre en cause les fondements mêmes de la Sécurité Sociale en s'attaquant aux principes fondateurs de son financement. Ce qui est déroutant et ne facilite pas la



construction du soulèvement social, c'est que le tout se réalise avec l'accord de certaines organisations syndicales qui se sont installées dans l'approbation et l'accompagnement des politiques libérales au nom de ce qu'ils nomment le réalisme économique.

Et pourtant, la réalité c'est quoi ?! Plus de 8 millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est plus d'un citoyen sur 8 qui survit dans une situation de précarité extrême. Il y a deux catégories de populations qui sont particulièrement exposées socialement. La jeunesse, bien-sûr, dans sa difficulté à accéder à l'emploi, mais il y a aussi un très grand nombre de retraités, de veufs ou veuves de retraités dont les pensions et les réversions sont trop faibles pour vivre dignement.

Il y a aussi ceux que, sournoisement, Pujadas et son compère Langlet nomment les séniors, qui sont exclus à la fois du droit à la retraite et du droit au travail. L'impact des mesures d'austérité est terrible sur les populations les plus fragiles, pendant que les grandes entreprises renouent avec des profits à un niveau supérieur à celui d'avant la crise, que les dividendes versés aux actionnaires atteignent des taux records et que les grands patrons et les magnats de la finance s'octroient des rémunérations totalement indécentes. Est-ce que c'est l'acceptation de cette situation qu'ils appellent le réalisme économique ?

Les impacts de ces politiques sont immenses et se situent à plusieurs degrés.

Il y a l'impact social, 50 G€ de réduction des dépenses publiques annoncés par Valls, c'est gigantesque. 28 G€ sur le budget de l'Etat, c'est moins de services publics, moins d'emplois publics, moins de contributions au fonctionnement des entreprises publiques, c'est donc la solidarité nationale et l'accès aux services fondamentaux qui seront réduits pour ceux qui en ont le plus besoin. Pour ce qui concerne le ferroviaire, ce sont les Trains d'Equilibre du Territoire, les dotations à la régénération du réseau ferré, le développement du transport ferré dans le cadre d'un service public national qui seront visés.

11G€ d'euros sur les collectivités territoriales, ce sont l'ensemble des services de proximité et des contributions sociales ainsi que les aides au tissu associatif et à la culture qui seront abaissés. Cela se conjugue avec la réforme territoriale de Valls et Mme Le Branchu, avec le retrait de la compétence générale aux collectivités, qui oriente notre pays vers les grandes régions et les métropoles. Ils recomposent la France dans une Europe de la compétition et de la concurrence où l'on détruit la coopération et la démocratie de proximité en sonnant le glas des communes et des départements. Imaginez l'impact sur les Trains Régionaux et la structuration de la SNCF en territoire.

21G€ sur la santé publique, encore une fois, le développement des génériques, des non remboursements de médicaments, des fermetures de structures hospitalières publiques, des baisses d'effectifs dans la fonction publique de santé, mais aussi le gel des pensions de retraite. C'est l'accès aux soins pour les plus humbles qui sera encore réduit. Ce seront encore les salariés actifs et les retraités qui vont payer l'addition par l'augmentation des complémentaires et des prélèvements obligatoires sur les revenus.

Et quid de la politique d'accès à l'autonomie dans le cadre d'un droit social et universel pris en charge par la sécurité sociale pour les personnes handicapées et les personnes âgées dans un tel carcan budgétaire, ajoutée à la baisse des contributions sociales accordées aux entreprises ?

Alors oui, il y a nécessité à construire la mobilisation pour inverser le cours des choses et imposer d'autres choix. Aujourd'hui, les trois fonctions publiques qui sont dans l'action dans le cadre d'un appel unitaire, comme quoi les décisions confédérales de certains n'empêchent pas d'élargir le champ de l'unité syndicale dans les professions. Et le 3 juin prochain, ce seront les retraité-e-s qui seront dans la rue dans une unité syndicale encore plus large, et c'est tant mieux. Il est important que les retraité-e-s mesurent le poids économique qu'ils représentent dans la société, cela leur donne un poids social et politique majeur. Cette action des retraité-e-s peut donner du souffle à l'irruption sociale des salariés que nous travaillons à bâtir. Nous sentons de la difficulté pour y parvenir certes, mais votre expérience est là, pour savoir que dans ce domaine, rien n'est jamais joué et que le travail militant du quotidien, la bataille des idées continue, finissent toujours par payer. Il suffit d'être présent à ce moment là pour donner du sens et une finalité à la mobilisation.

Le deuxième impact est économique. Hollande et son Gouvernement, en assumant, comme Valls l'a dit 8 fois à l'Assemblée Nationale, le social libéralisme, nous entraînent dans la spirale du déclin. En s'inscrivant dans l'austérité, dans les critères du traité budgétaire de Sarkozy et Merkel, celui que Hollande promettait de renégocier, dans la politique de l'offre pour répondre aux exigences de Gattaz, le Président du MEDEF, ce gouvernement de combat comme il se désigne, sacrifie sur l'autel de la finance et des multinationales toutes perspectives de croissance et de progrès social. C'est inadmissible venant d'un gouvernement de droite, c'est une trahison insoutenable venant d'un gouvernement qui se dit de gauche.

Le troisième impact est politique. Les mêmes sont responsables de ce qu'il vient d'arriver lors des élections municipales. Ils ont fait ainsi tomber les dernières barrières sociales que constituent les municipalités en les livrant aux mains de la droite et de son extrême. Le niveau d'abstention pour ce type d'élections de proximité est scandaleusement haut. Il aurait dû leur permettre d'identifier les dégâts causés par leurs dérives politiques et s'en servir d'arguments pour remettre la barre à gauche. Au lieu de cela, Hollande nomme celui qui a eu les propositions les plus libérales dans la primaire du PS, celui qui a obtenu 5% des voix dans cette consultation de l'électorat socialiste.

Je n'ose imaginer les conséquences que cela peut avoir lors du scrutin électoral du 25 mai prochain pour les européennes. Nous avons, là aussi, un rôle social à jouer dans cet enjeu politique. Nous devons peser sur le contenu de cette élection. Nous devons convaincre nos concitoyens de voter, d'étudier le contenu des programmes et les propositions, d'éviter que la désespérance, le renoncement, la désillusion ne s'emparent des électeurs. Nous devons expliquer que l'abstention ou le vote de colère peut amener les forces les plus nauséabondes de ce pays à prendre une place de plus en plus grande dans le paysage politique national et européen. Nous ne voulons pas une Europe au service de la finance et des multinationales. Nous ne voulons pas le repli nationaliste avec tous les relents racistes, xénophobes, homophobes, sexistes incrustés dans les programmes du FN en France, de l'Aube dorée en Grèce, mais aussi de tous ces partis fascistes qui émergent en Angleterre, en Hongrie, en Autriche, en Norvège et même en Allemagne. Nous ne voulons pas l'Europe du traité transatlantique que nous préparent en catimini la commission européenne et l'administration des USA. Nous ne voulons pas d'une Europe à la solde de l'OTAN au regard du drame qui se joue en Ukraine.

Je profite de ce moment pour rappeler que le 10 août 2014, nous commémorerons sous l'Arc de Triomphe le

70ème anniversaire de la grève insurrectionnelle des cheminots en 1944. La Fédération va sortir à cette occasion une médaille spécifique. Au regard de la montée de l'extrême de droite et de cette tendance générale à faire oublier l'Histoire ou de la travestir, nous voudrions donner à ce 10 août une dimension et une intensité particulières. Nous allons faire en sorte de mobiliser un maximum de syndiqués actifs, même en plein mois d'août et même un dimanche. Je profite donc de cette conférence pour faire appel à vos forces pour faire grandir le nombre de participants. On me dit que les retraités affectionnent plus la fin du printemps ou l'été indien pour aspirer à des vacances, si c'est vrai, et bien je vous propose de mettre un peu de votre activité estivale au service de cette commémoration.

Concernant le 25 mai, il faut expliquer que nous voulons l'Europe, mais une Europe de la paix, de la démocratie, une Europe Sociale. Une Europe qui se tourne vers le développement durable dans toutes ses composantes, comme le prône la CES en exigeant que 2% du PIB européen servent aux investissements pour les services publics, la recherche et l'industrie. Nous voulons une Europe faite pour et par le Peuple, et c'est tout le sens que nous devons donner à cette élection.

Pour les cheminots, 80% des décisions politiques concernant le ferroviaire sont des déclinaisons des directives et règlements européens, c'est dire si l'enjeu est grand de s'exprimer dans le cadre de ce rendez-vous démocratique.

Malheureusement, ces orientations politiques et économiques ont aussi de lourdes conséquences sur le plan syndical. La déception du monde du travail depuis deux ans, les désillusions vécues notamment par la jeunesse, la campagne médiatique libérale menée dans les grands organismes de presse qui œuvrent à la désinformation permanente sur le coût du travail et vous l'avez dit, considérer les retraités comme un poids pour la société. La lourde communication des grands patrons et des chefs d'entreprises comme Pépy à la SNCF, poussent au désintérêt ou pire au repli individualiste. Nous le mesurons lors des élections professionnelles, l'abstention est de plus en plus importante, il y a des pertes de repères idéologiques et de valeurs, nous perdons des forces syndicales et cela profite mécaniquement aux réformistes à ceux qui accompagnent le libéralisme et détournent les salariés des vrais enjeux pour les orienter vers des causes populistes à l'exemple de leur campagne sur la question des activités sociales des CE et du CCE. Cela doit nous interroger, car nous devons dans ce contexte impérativement travailler au renforcement et notre corps syndical doit plus que jamais être armé, formé, bien informé pour mener la bataille syndicale et celle des idées. C'est là que vous retraités, au regard de la qualité des débats que vous avez dans cette conférence, devez prendre une place importante dans la vie de votre syndicat mais j'y reviendrai.

Cela me permet d'orienter mon expression vers notre entreprise publique, la SNCF, et sur le monde ferroviaire, la trajectoire gouvernementale se couple avec sa politique globale. A peine arrivé, en octobre 2012, Frédéric Cuvillier, alors Ministre des Transports, nous annonçait la réunification du système ferroviaire, qu'il ne toucherait pas au statut des cheminots et que l'ouverture à la concurrence des trains de voyageurs nationaux n'était pas à l'ordre du jour. Après avoir connu Kosciusko-Morizet et Mariani, ces annonces pouvaient paraître comme celles du changement tant espéré.

Mais entre octobre 2012 et octobre 2013, date à laquelle il a présenté un projet de loi en Conseil des Ministres, les

beaux discours rassurants sont passés à la moulinette des libéraux de Bruxelles qui préparent le 4ème paquet ferroviaire, du Président de la SNCF et des courants droitiers de la majorité tel le ministre Savary aujourd'hui désigné comme rapporteur de la loi à l'Assemblée Nationale. Les Présidents de Région se sont aussi largement mêlés au débat pour détourner la loi SRU.

Ils entendent transformer un service public national décentralisé en délégation de service public, sous la maîtrise totale des régions.

Je ne vais pas vous refaire le rapport introductif de Thierry Roy qui a certainement développé sur ce projet de loi. Mais il est clair que le texte proposé est taillé sur mesure pour satisfaire les velléités libérales de la commission des transports européenne, à savoir l'éclatement de l'entreprise publique nationale historique, l'ouverture au marché et à la concurrence de tout le transport ferroviaire et la remise en cause de l'ensemble des droits sociaux des cheminots, que ce soit les garanties statutaires, les accords d'entreprise ou la réglementation sur le temps de travail en sortant la SNCF du décret de 40.

Il est fait aussi pour répondre aux ambitions de Pépy qui rêve d'être à la tête d'un groupe de transport et de logistique de dimension mondiale apte à faire du business dans le monde entier, en abandonnant toute notion de service public ferroviaire national et ce statut des cheminots qui, pour lui, sont des fardeaux qui l'empêchent de se pavaner aux côtés des grands patrons européens.

Pépy voudrait tant que son nom soit rajouté à la liste de ceux qui ont plié les entreprises publiques, comme Michel Bon pour France Télécom, Richard pour la Poste ou Proglia avec EDF. Il aimerait tant, comme Kron à Alstom, pouvoir négocier l'entrée de la DB ou de Véolia au capital de la SNCF au nez et à la barbe des dirigeants politiques. Avec Kéolis, il va se positionner sur des marchés publics face à tous les opérateurs internationaux et dans tous les pays pour leur permettre d'attaquer la France sur le monopole public du transport ferré de voyageurs inscrit dans la LOTI. Ce projet de réforme est fait pour lui et même un bon peu par lui, pour parvenir à son ambition.

Pépy aide aussi les régions dans leur objectif de régionaliser les TER. Il est prêt à leur donner le matériel roulant, son entretien et pourquoi pas certaines gares ou lignes qu'il requalifierait en infrastructures régionales, comme on le voit pour le train jaune, comme ils l'ont fait avec les chemins de fer corses. Il ferme des gares, des guichets ou réduit les horaires d'ouverture. Il supprime les ASCT dans les trains. Il externalise nos missions, filiale nos services. Il pousse aussi pour que l'ouverture à la concurrence se fasse le plus vite possible, car c'est un levier lui permettant la remise en cause de nos acquis sociaux, comme ils l'ont fait en Allemagne ou en Angleterre. Ce sont ses deux modèles, je dirais même ses références permanentes.

Vous le savez, la Fédération affirme qu'une réforme est nécessaire. Et nous le disons depuis longtemps, au moins depuis 1997 quand Pons et Idrac, sous Juppé, ont créé RFF pour cacher la dette tout en poursuivant le désengagement de l'Etat sur ses obligations en matière d'aménagement du territoire. Mais cette réforme-là est inacceptable. Par la SNCF, c'est une des dernières entreprises publiques nationales et un des derniers modèles sociaux nationaux qu'ils veulent anéantir à travers cette réforme.

Notre Fédération ne se contente pas de combattre la réforme gouvernementale. Elle a bâti un projet alternatif complet qui allie la structuration réellement intégrée et unifiée du système ferroviaire national et public, le traitement de la dette et les ressources nécessaires au financement des travaux indispensables, le maintien et l'amélioration de notre socle social afin qu'il serve de référence à l'ensemble des salariés du ferroviaire. Et en plus, contrairement au gouvernement, nous intégrons dans le projet CGT des propositions pour le développement du fret ferroviaire par la SNCF dans le cadre d'un service d'intérêt général. C'est ça « la voie du service public SNCF » construite par la CGT et nous avons convaincu un groupe parlementaire de porter notre proposition, sous forme d'amendements bien sûr, si le débat devait s'ouvrir à l'Assemblée Nationale.

Les cheminots se sont mobilisés le 13 juin 2013, le 12 décembre de la même année. La CGT s'est engagée contre l'austérité le 6 février dernier. Nous étions à Strasbourg le 25 février et à Bruxelles le 4 avril. Nous étions dans la rue le 18 mars et avons salué l'initiative politique du 12 avril. Notre prochain rendez-vous sera très important. Nous devons gagner une manifestation de grande ampleur le 22 mai prochain. Et nous comptons sur la présence des cheminots retraités ce jour-là, comme vous avez su le faire le 10 avril, car nos droits de retraités sont intimement liés au statut de la SNCF. Cette manifestation, sa réussite, seront observées de très près par le gouvernement et la Direction de la SNCF. Elle sera fondamentale à la fois sur la prise en compte du projet CGT comme sur la plateforme unitaire que nous avons construite avec l'UNSA et SUD-Rail sur la base du projet CGT. Elle sera fondamentale pour tracer des prolongations à notre mouvement social si le gouvernement entend passer en force pour imposer son projet libéral de destruction du service public SNCF.

J'en appelle aussi à vous, cheminotes et cheminots retraités, pour signer et faire signer massivement la pétition adressée aux parlementaires, qu'ils siègent à Paris ou à Strasbourg, afin qu'ils mesurent la mobilisation de tous les cheminots et leurs attentes en matière de système ferroviaire public.

Nous pouvons faire plier le gouvernement. Il ne peut pas se permettre de se mettre à dos la famille cheminote. Il est impératif que l'ensemble des cheminots actifs et retraités en soit convaincu. Ne laissons pas la rue aux bonnets rouges, aux réactionnaires de tous poils, tels ceux contre le mariage pour tous pilotés par le patronat. Nous avons toutes les raisons de faire valoir nos exigences et de gagner sur le terrain revendicatif. Nous avons la capacité, en nous rassemblant, unis et déterminés, de faire reculer ce gouvernement.

Cette mobilisation des cheminots sera l'occasion de faire entendre à la Direction de la SNCF qu'elle n'a pas le droit de mettre en place la réforme avant la réforme comme elle le fait aujourd'hui. Ce sera aussi l'occasion de mettre en exergue nos revendications sur les salaires et les pensions, sur l'emploi à statut, sur les conditions de travail.

Gouvernement et Direction tentent de rassurer les cheminots en leur disant que le statut ne sera pas touché dans le cadre de la réforme. Mais dans le même temps, G. Pèpy a demandé, et obtenu à deux reprises sous la mandature de Sarkozy, la baisse du taux T2, seul garant du financement de notre régime spécifique. Le gouvernement actuel n'a jamais accepté de revenir sur ces choix. G. Pèpy a affirmé sur les antennes radios qu'il souhaitait remettre en question nos droits sur les facilités de circulation, et notamment pour les retraités et les ayants droit. La Direction s'attaque aujourd'hui aux fonds de l'action sociale en fermant un nouveau centre éducatif pour enfants en difficulté et, de ce fait, elle souhaite abaisser le taux de

cotisation à ces fonds. La Direction, après les avoir créées aux forceps, entend fermer nos agences famille et transférer la gestion des prestations familiales à la CNAF. C'est un premier pas vers l'abrogation de nos droits spécifiques qui s'inscrit dans la trajectoire de Valls sur la branche famille. Mais on pourrait aussi citer la politique du logement et le sort fait aux jeunes embauchés et, bien entendu, aux retraités ou à leurs veuves qui sont traités comme des chiens par les filiales de la SNCF, qui ne comprennent que par le business et la rentabilité à court terme. Comme la Direction Gares et Connexions, nouvellement créée, les filiales qui gèrent le parc locatif ne gèrent que par le prix du mètre carré et pour cela, préfèrent se placer sur le marché privé plutôt que de le réserver aux cheminots actifs et retraités ainsi qu'aux veuves de ces derniers.

Nous mesurons deux choses.

Un : le projet de loi gouvernemental ne garantit en rien que les futurs cheminots soient embauchés au statut. Déjà, la Direction de la SNCF recrute 30% des nouveaux cheminots hors statut.

Deux : que tout en disant aux cheminots « nous vous garantissons le maintien du statut », ils le grignotent à chaque occasion possible pour l'affaiblir.

Sur l'emploi, s'il parvient à ses fins, G. Pèpy aura supprimé près de 15 000 emplois entre 2008 et 2015. Et heureusement que la CGT et ses militants ont mené dans cette période une bataille revendicative acharnée sur cette question partout sur le territoire. Cette année, ce sont 2453 emplois en moins qui sont inscrits au budget 2014. Mais comme Valls lui demande d'aller plus loin, la Direction SNCF entend réactiver le décret de 54 et mettre en place un dispositif de départ anticipé. Voilà la logique libérale, en même temps que l'on recule l'âge d'ouverture des droits et celui de la retraite à taux plein sous le prétexte fallacieux que l'on vit plus longtemps, les entreprises se débarrassent des salariés âgés pour réduire leurs effectifs. Mais le plus grave est que la SNCF n'arrive plus à répondre ni à la qualité de service, ni à la sécurité des circulations dues aux usagers par manque de moyens, comme l'accident de Brétigny nous l'a tristement rappelé. Ce phénomène est aggravé par le cloisonnement de l'entreprise en activités pour préparer la libéralisation et se constituer par avance comme les futurs concurrents. C'est ainsi qu'elle l'a fait pour le Fret, avec les conséquences que nous connaissons.

Sur les salaires et les pensions, chaque année, les cheminots actifs comme les retraités, décrochent un peu plus en rapport avec le coût de la vie. La Direction a octroyé avec largesse 0.4% d'augmentation générale en 2013 et la Table Ronde Salaires qui doit avoir lieu le 16 juin prochain ne laisse rien augurer de bon au regard de la politique salariale imposée dans les fonctions publiques.

L'emploi et les salaires sont les deux facteurs essentiels permettant la pérennité de notre régime spécial. Nous sommes tous concernés. C'est pourquoi j'en appelle aussi à votre conférence pour signer et faire signer les pétitions FC-Pensions, pour peser sur la Direction SNCF et sur le gouvernement et montrer notre détermination à maintenir nos droits et exprimer nos exigences en matière de pouvoir d'achat. En parallèle, la Fédération a lancé en direction des actifs et de leur famille une pétition FC-Salaires.

Je n'irais pas plus loin, car on m'a demandé de ne pas faire trop long et j'ai acquis une mauvaise réputation dans ce domaine. Cette intervention n'a d'ailleurs pas vocation à être exhaustive, mais juste à donner quelques éléments du contexte et les perspectives tracées par la Fédération.

Juste un mot sur le débat qui traverse notre organisation concernant la structuration syndicale des retraités. Notre Fédération s'est très clairement positionnée pour maintenir les cheminots retraités organisés en sections au sein des syndicats de cheminots. Il est important de maintenir ce lien professionnel entre actifs et retraités. Contrairement à ce que dit le patronat ou la Direction SNCF, il n'y a pas des ex-salariés ou des ex-cheminots, il y a des salariés retraités, et vous êtes des cheminots retraités. Je le disais lors de votre précédente conférence, votre savoir, votre expérience, tant sur le plan de la construction de l'activité revendicative que par votre connaissance de la CGT, vous devez être là pour les transmettre aux générations naissantes et aider les jeunes dans leurs responsabilités nouvelles. Nous le voyons tous les jours, le rapport de force se construit conjointement entre actifs et retraités. Si nous structurons les retraités en entités indépendantes, nous risquons rapidement de perdre le sens, le contenu et la finalité de notre action et de nos revendications. Un syndicat CGT a pour vocation de travailler les revendications sociales avec une vision sociétale et de faire converger l'ensemble de nos forces syndicales sans distinction entre actifs et retraités pour gagner. Le débat autour du taux de cotisation des syndiqués retraités, comme celui de la valeur de leur vote, poussent dans le même sens de rendre indépendantes les structures syndicales de retraités. Si nous voulons être forts et peser, travaillons plutôt ensemble à la continuité syndicale, au renforcement de notre organisation tant pour les actifs que pour les retraités, à la qualité de notre vie syndicale. Ce n'est pas une affaire de structuration, mais bien une question d'organisation et de conviction. Convaincre les salariés en activité ou pas qu'il faut être organisé pour peser dans le champ politique, économique et social. Les convaincre et leur démontrer l'utilité du syndicalisme, tant pour les actifs que pour les retraités, et la nécessité de transformer leurs besoins individuels en revendications collectives pour conquérir des droits nouveaux en construisant le rapport de force. Refaisons de l'organisation un enjeu politique. Elaborons des plans de travail, tant pour mener notre activité que pour œuvrer au renforcement de notre CGT.

Alors oui à des sections de retraités qui travaillent en pleine autonomie, mais non à une dérive vers l'indépendance de l'UCR, des USR et des structures locales qui consisterait à faire une CGT retraités à côté de la CGT. Et puis, s'il y a une nécessité de construire l'activité inter-professionnellement, il y a le champ territorial dans toutes ses composantes et la dimension confédérale pour cela.

Je profite de ce moment pour vous livrer quelques nouvelles du CCN qui se déroulait hier et avant-hier. S'appuyant sur la journée d'aujourd'hui dans les fonctions publiques à laquelle d'autres professions se sont agrégées. Sur le 22 mai pour les cheminots, sur le 3 juin pour les retraités, de nombreuses organisations du CCN dont la nôtre, ont porté la nécessité de placer le gouvernement, le patronat et la conférence sociale désormais rituelle de l'été, sous la pression d'une journée d'action interprofessionnelle vers la mi-juin. Le principe a été acté dans les conclusions et la CEC va définir les conditions de réalisation, le cadre unitaire possible en précisant bien entendu le contenu revendicatif, avec comme socle notre campagne CGT sur le « coût du capital ».

De notre côté, nous mettrons en débat lors de la conférence de l'UIT qui se tiendra du 19 au 21 mai (la semaine prochaine), le principe de s'emparer de cette initiative confédérale pour faire un appel des fédérations constitutives de l'UIT pour une action coordonnée des transports sur l'ensemble du territoire.

Inutile de vous préciser que cette dynamique interprofessionnelle sera très utile pour construire les suites du 22 mai, si le gouvernement et G Pépy entendent poursuivre sur leur réforme et passer en force avant la fin de la session parlementaire en tronquant le débat par une procédure d'urgence comme ils semblent l'envisager.

Je voudrais terminer cette intervention en saluant le travail réalisé par les camarades en responsabilité à la Fédération de Montreuil, dans les secteurs fédéraux et dans les sections de retraités. Vous avez su multiplier les actions revendicatives, rassemblements, manifestations, pétitions. Les retraités de la Fédération se sont toujours mobilisés avec les actifs. Vous avez arpenté les rues de Paris, de Strasbourg, de Bruxelles et bien sûr dans vos territoires. Vous avez été présents dans chacune des sollicitations fédérales ou interprofessionnelles.

Je tiens à saluer les camarades sortants du bureau de l'UFR avec, bien entendu, un salut particulier à ceux qui n'ont pas souhaité repartir pour un nouveau mandat. Thierry qui est une véritable institution à Montreuil. Maurice qui est considéré par beaucoup d'entre nous comme un monument de la maison fédérale. Mais aussi Bernard qui, en tant que secrétaire du CTN Traction, m'a accepté comme Cadre dans ce collectif très délicat de conducteurs. Je n'oublie pas Daniel qui a apporté toute sa sagesse dans ce bureau. Et puis une attention particulière pour Jean-Luc, dans un sens tout autant affectif que syndical. Chacun dans leur domaine ont contribué à l'activité syndicale de toute la Fédération et par ma voix, je leur apporte la reconnaissance de notre Fédération. J'espère même qu'ils vont poursuivre encore un peu dans ce sens, car nous avons, nous aussi, encore besoin de leurs connaissances et de leur expérience.

Vous avez mené de grandes et belles batailles C'est par ces combats que nous avons maintenu le paiement de la pension au trimestre à échoir, même s'il se fait en deux versements consécutifs. Et même si nous sommes les derniers, il faut maintenir ce droit de notre régime spécifique, car nous nous le finançons par notre salaire socialisé. Ce travail syndical a été reconnu par les cheminotes et les cheminots retraité-e-s qui ont conforté la première place de la CGT lors des élections des représentants des retraités au CA de la CPR-P de la SNCF.

Chères et chers camarades, je me permets, tout en respectant le temps de la démocratie qui aura lieu par le vote de demain, d'accorder d'ores et déjà toute ma confiance à la nouvelle équipe dirigeante de notre UFR. Et je sais que nous allons nous retrouver dans la rue et dans les luttes, très rapidement puisque dès la semaine prochaine, nous défilerons côte à côte de la Bastille à Montparnasse, pour une autre réforme du système ferroviaire qui offrira à la France un vrai service public national réalisé par des cheminots à Statut et La SNCF.

Je vous remercie.